

## Projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre ...



Aan consult.2511  
CC

Beantwoorden Allen beantwoorden Doorsturen

do 9/02/2023 17:15

Bonjour,

Nous vous remercions de la consultation menée dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité, tel que prévu par les articles 22ter et 22quater de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

En préambule, permettez-nous de rappeler qu'il n'y a aucun « surprofits » pour le secteur de la valorisation énergétique des déchets municipaux.

En effet, les recettes issues de la vente de l'électricité produite par des installations telles que les unités de valorisation énergétique (UVE) par incinération ou biométhanisation sont intégralement utilisées pour limiter l'impact des surcoûts de fonctionnement de ces unités et de la filière de gestion des déchets en globalité. Rappelons, par exemple, que le coût de certains réactifs nécessaires au bon fonctionnement des unités de valorisation a plus que doublé et que celui de la collecte des déchets est très largement grevé par l'explosion des frais de carburant.

De même, conformément au principe dit du « coût-vérité » traduit dans l'arrêté du gouvernement wallon du 5 mars 2008, les résultats réalisés par notre secteur reviennent aux communes associées et profitent donc, finalement, à la population. Il n'est donc pas, là non plus, question de surprofit pour les intercommunales de gestion de déchets mais simplement de la mise en œuvre d'un mécanisme de solidarité, au bénéfice de la population.

Sans exonérer totalement le secteur des déchets municipaux du champ d'application de la loi « électricité », le législateur a intégré cette particularité en relevant le plafond sur les recettes de 130 € par MWh d'électricité à 180 € par MWh d'électricité pour « les installations qui produisent de l'électricité à partir de combustibles solides ou gazeux issus de la biomasse et les incinérateurs de déchets municipaux ».

Une autre particularité de nos installations est la **fluctuation importante des prix de l'électricité**.

Prélever instantanément (en moyenne horaire ou quart-horaire) tout dépassement de seuil revient à oublier ce principe et aboutit, en réalité, à un prélèvement nettement supérieur à celui voulu par le législateur, à savoir « *capter les recettes au-delà de 180 €/MWh* ».

Ainsi, les calculs réalisés pour les unités de valorisation énergétique wallonnes aboutissent en réalité à un prélèvement des recettes au-delà de **137 à 159 €/MWh** en moyenne, au lieu de 180 €/MWh.

Il est important de garder à l'esprit que l'objectif premier des installations est de rendre à la population un service permanent de traitement de ses déchets, quelle que soit la quantité d'électricité produite ou achetée sur le moment. L'électricité n'est définitivement pas, pour le secteur des déchets, une source de spéculation !

**Nous demandons que la méthodologie de calcul intègre totalement les particularités de notre secteur et capte les recettes sur une moyenne mensuelle** (dans le pire des cas, la période de référence pourrait être hebdomadaire, voire journalière).

Bien à vous

Pour la Copidec



I

--- BEP disclaimer: <http://www.bep.be/maildisclaimer> ---